

GUIDE

INSTRUMENTS
INTERNATIONAUX ET
RÉGIONAUX POUR DÉFENDRE
ET PROMOUVOIR LES
INTÉRÊTS ET LES DROITS
DES AGRICULTRICES ET
AGRICULTEURS FAMILIAUX

Juin 2021

Auteur: Dr. Christophe Golay

Produit par le Forum Rural Mondial

Décennie des
Nations Unies pour
**L'AGRICULTURE
FAMILIALE**
2019-2028



Contenu

Introduction	4
Agenda 2030 pour le développement durable - objectifs de développement durable (2015-2030)	7
Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028).....	12
Instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits humains	18
La convention sur la diversité biologique et ses protocoles	36
Instruments FAO	41
Instruments du comité de l'ONU sur la sécurité alimentaire mondiale	50
Conclusion	56
Annexe : liste des instruments internationaux et régionaux visant à protéger les intérêts et les droits des agricultrices et agriculteurs familiaux.....	58

Contexte

Le Comité mondial de coordination des organisations de la société civile de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale a proposé la rédaction d'un guide résumant les différents cadres et instruments juridiques internationaux et régionaux utiles au soutien et à la défense de l'agriculture familiale, avec une description de la matérialisation d'un tel soutien. La proposition ayant été acceptée, le Forum Rural Mondial a confié la réalisation de l'étude à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève. L'étude a été dirigée par le Dr Christophe Golay. Cette étude a bénéficié du soutien de la Coalition internationale pour l'accès à la terre dans le cadre de l'Initiative mondiale basée sur les engagements en faveur de l'agriculture familiale (CBI).

Introduction

En 2017, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a décidé de mettre en lumière et de soutenir les agricultrices et agriculteurs familiaux en déclarant la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (DAF) 2019-2028. La DAF place les agricultrices et agriculteurs familiaux et tous les modèles de production à base familiale au centre des interventions pour une période de dix ans, en reconnaissant leur potentiel pour la réalisation des ODD.

L'agriculture familiale est la forme principale de production alimentaire, rassemblant plus de 80 % de la production alimentaire dans le monde.

En 2018, l'ONU a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), afin de protéger les droits de certaines des personnes les plus marginalisées, qui représentent ensemble environ deux milliards de personnes dans le monde : les paysans, les personnes sans terre, les personnes vivant des activités traditionnelles de pêche, d'élevage et de chasse et les travailleurs agricoles.


Les catégories se chevauchent car les agricultrices et agriculteurs familiaux englobent les paysans, les populations autochtones, les communautés traditionnelles, les pêcheurs, les agriculteurs de montagne, les utilisateurs des forêts et les bergers. Il est clair que les agricultures familiale et paysanne sont les formes prédominantes de production alimentaire

et agricole dans les pays développés et en développement. Ensemble, elles produisent plus de 80 % de la nourriture mondiale en terme de valeur.

Paradoxalement, les paysans et les agricultrices et agriculteurs familiaux représentent également 70 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté et 80 % des personnes souffrant de la faim dans le monde. Il est donc urgent de mieux les protéger.

Ce guide a pour objectif de soutenir les agriculteurs familiaux, en fournissant une vue d'ensemble des outils internationaux et régionaux qui peuvent être utilisés afin de protéger leurs intérêts et leurs droits.

Ce guide vise à soutenir les agricultrices et agriculteurs familiaux, en donnant un aperçu des instruments internationaux et régionaux qui peuvent être utilisés pour protéger leurs intérêts et leurs droits. Il débute par l'Agenda 2030 pour le développement durable et ses Objectifs de développement durable (1), suivi par la DAF (2). Sont ensuite présentés les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'Homme (3), la Convention sur la diversité biologique et ses protocoles (4), les instruments de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (6) et les instruments du Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale (7).



Agenda 2030 pour le développement durable - objectifs de développement durable (2015-2030)

Les ODD qui ont pour objectif de protéger les populations sont particulièrement importants pour les agriculteurs familiaux.

Mettre un terme à **la pauvreté** et **la faim**, dans leurs formes et dimensions et garantir que **tous les êtres humains** puissent réaliser leur potentiel en toute **dignité** et de façon **équitable** dans un **environnement sain**.

ODD 2

Eradiquer la faim, parvenir à la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

ODD 5

Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les jeunes filles.

ODD 10

Réduire les inégalités entre les pays et à l'intérieur de ces pays.

ODD 15

Protéger, rétablir et promouvoir une utilisation durable des écosystèmes terrestres, une gestion durable des forêts, lutter contre la désertification, freiner et renverser le processus de dégradation des terres et de perte de biodiversité.

ODD 17

Renforcer les modalités de mise en œuvre et relancer le partenariat mondial pour le développement durable.

En septembre 2015, 170 dirigeants mondiaux ont adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable. L'Agenda 2030 couvre un vaste ensemble de 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles à atteindre d'ici 2030. Les ODD peuvent être regroupés en cinq thèmes : la protection des personnes, de la planète, de la prospérité, et de la paix et la promotion du partenariat pour atteindre ces objectifs.

Mettre un terme à la pauvreté et la faim, dans leurs formes et dimensions et garantir que tous les êtres humains puissent réaliser leur potentiel en toute dignité et de façon équitable dans un environnement sain.

Les ODD qui visent à protéger les personnes - par lesquels les États se sont engagés « à mettre fin à la pauvreté et à la faim, sous toutes leurs formes et dans toutes leurs dimensions, et à faire en sorte que tous les êtres humains puissent réaliser leur potentiel dans la dignité et l'égalité et dans un environnement sain » - sont particulièrement importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux.

Objectif clé des ODD, l'ODD 2 vise à éradiquer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir une agriculture durable. Les cibles liées à l'ODD 2 comprennent l'éradication de la faim et de la malnutrition et l'accès de tous à une alimentation sûre, nutritive et suffisante. D'autres cibles liées à l'ODD 2 visent à améliorer la

productivité agricole et les revenus des femmes rurales, des peuples autochtones, des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs familiaux, à leur donner accès à la terre et aux autres ressources naturelles et à assurer une production alimentaire durable et résiliente.

Les ODD visant à ne laisser personne de côté et à atteindre l'égalité des sexes sont également importants pour l'agriculture familiale. Deux ODD sont spécifiquement conçus pour lutter contre les inégalités et les discriminations formelles et substantielles. Ainsi, l'ODD 5 brigue l'égalité des sexes et l'autonomie de toutes les femmes et filles et l'ODD 10 vise une réduction des inégalités au sein des pays et entre eux. De nombreux autres ODD et cibles connexes visent également à s'assurer que les besoins des plus vulnérables, y compris les femmes et les filles rurales, soient identifiés et satisfaits.

Deux autres ODD sont particulièrement importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux. L'ODD 15 a pour but de protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, de gérer durablement les forêts, de lutter contre la désertification et de stopper et inverser la dégradation des terres et la perte de biodiversité, tandis que l'ODD 17 vise à renforcer les moyens de mise en œuvre et à revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable.



A stylized, light blue graphic of a leafy branch, possibly olive, extending from the bottom left towards the top right, partially overlapping the text.

Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028)

La Décennie des Nations-Unies

Le Plan d'Action Mondial

Développer
et favoriser un
environnement
politique afin
de renforcer
l'agriculture
familiale.

1

Soutenir
la jeunesse et
garantir la durabilité
générationnelle
de l'agriculture
familiale.

2

Promouvoir
l'égalité des sexes
au sein de l'agriculture
familiale et le rôle moteur des
femmes rurales.

3

Améliorer
l'inclusion
socio-économique, la
résilience et le
bien-être des agriculteurs
familiaux, les ménages
ruraux et les
communautés.

5

Renforcer
les organisations
d'agriculteurs familiaux et
les capacités afin de créer des
connaissances, représenter
les agriculteurs et fournir
des services inclusifs dans
les zones urbaines et
rurales.

4

Renforcer la
multi-dimensionnalité
de l'agriculture familiale afin
de promouvoir des innovations
sociales en contribuant au
développement territorial et
aux systèmes alimentaires qui
préservent la biodiversité,
l'environnement et la
culture.

7

Promouvoir
la durabilité de
l'agriculture familiale
pour des systèmes
alimentaires résilients
face au climat.

6

En 2017, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé à l'unanimité la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (DAF) 2019-2028, à la suite d'une campagne menée par le gouvernement du Costa Rica et le Forum Rural Mondial, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de divers autres partenaires. La DAF constitue un cadre pour que les pays élaborent des politiques publiques et réalisent des investissements pour soutenir l'agriculture familiale et contribuer à la réalisation des ODD.

La Décennie des Nations-Unies pour l'agriculture sert de cadre aux pays en vue du développement de politiques publiques et d'investissements pour le soutien de l'agriculture familiale et contribuer à la réalisation des ODD.

La résolution des Nations Unies proclamant la DAF souligne, entre autres, l'importance de revoir les politiques et les stratégies agricoles afin de s'assurer que le rôle essentiel des femmes dans la sécurité alimentaire et la nutrition soit reconnu. Elle souligne aussi le rôle de l'agriculture familiale pour assurer des emplois productifs et contribuer à la lutte contre le changement climatique et elle encourage tous les États à développer, améliorer et mettre en œuvre des politiques publiques sur l'agriculture familiale et à partager leurs expériences et leurs meilleures pratiques en matière d'agriculture familiale avec d'autres États.

L'agriculture familiale est définie comme un mode d'organisation de la production agricole, sylvicole, halieutique, pastorale et aquacole gérée et exploitée par une famille et qui repose essentiellement sur la main-d'œuvre familiale, tant féminine que masculine. La famille et l'exploitation sont liées, co-évoluent et combinent des fonctions économiques, environnementales, sociales et culturelles. L'agriculture familiale est la forme prédominante de production alimentaire et agricole dans les pays développés et en développement.

Les états sont invités à développer, améliorer et mettre en œuvre des politiques publiques sur l'agriculture familiale et partager avec d'autres états leurs meilleures pratiques et expériences dans le domaine de l'agriculture familiale.

Les agricultrices et agriculteurs familiaux englobent les paysans, les peuples autochtones, les communautés traditionnelles, les pêcheurs, les agriculteurs de montagne, les utilisateurs des forêts et les bergers. Ils produisent plus de 80 % de la nourriture mondiale en terme de valeur et sont décrits dans la DAF comme des agents clés des stratégies de développement.

Le Plan d'Action Mondial pour la décennie vise à soutenir les états afin de placer l'agriculture familiale au centre de leurs interventions sur une période de dix ans.

Le plan d'action mondial de la DAF vise à inciter les États à placer l'agriculture familiale au centre de leurs interventions pendant une période de dix ans, afin de contribuer à l'avènement d'un monde exempt de faim et de pauvreté, dans lequel les ressources naturelles sont gérées de manière durable, et à ne laisser personne de côté.

Le Plan d'action mondial de la DAF décrit des actions interconnectées groupées autour de 7 piliers et s'appliquant à (1) développer un environnement politique favorable au renforcement de l'agriculture familiale, (2) soutenir les jeunes et assurer la durabilité générationnelle de l'agriculture familiale, (3) promouvoir l'équité entre les sexes dans l'agriculture familiale et le rôle de leadership des femmes rurales, (4) renforcer les organisations et les capacités des agriculteurs familiaux à générer des connaissances, à représenter leurs pairs et à fournir des services inclusifs dans le continuum urbain-rural, 5) améliorer l'inclusion socio-économique, la résilience et le bien-être des agriculteurs familiaux, des ménages ruraux et des communautés, 6) promouvoir la durabilité de l'agriculture familiale pour des systèmes alimentaires résilients au climat et 7) renforcer le caractère multidimensionnel de l'agriculture familiale pour promouvoir des innovations sociales contribuant au développement territorial et des systèmes alimentaires qui sauvegardent la biodiversité, l'environnement et la culture.

Le plan d'action mondial encourage la collaboration multi-acteurs et les plans d'action nationaux, holistiques et contextualisés de la DAF.



A large, stylized illustration of a plant with long, slender leaves and a central stalk with a cluster of small, pointed elements at the top, rendered in shades of orange and yellow against a light pink background.

Instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits humains

**Déclaration
universelle des
droits de l'Homme
(DUDH)**

**Pacte international
relatif aux droits
économiques,
sociaux et culturels
(PIDESC)**

**Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques
(PIDCP)**

**Convention
internationale sur
l'élimination de
toutes les formes de
discrimination raciale
(CEDR)**

**Convention sur
l'élimination de toutes les
formes de discrimination
à l'égard des femmes
(CEDEF)**

**Convention sur les
droits de l'enfant
(CDE)**

**Déclaration des
Nations Unies
sur les droits des
peuples autochtones
(DNUDPA)**

**Déclaration des Nations
Unies sur les droits des
paysans et des autres
personnes travaillant
dans les zones rurales
(UNDROP)**

**Instruments
africains des droits
humains**

**Instruments
interaméricains des
droits humains**

**Instruments
européens des
droits humains**

Les États se sont dotés d'un certain nombre d'instruments internationaux et régionaux entre 1948 et 2018. Cette partie du guide s'attache à distinguer les instruments les plus utiles aux agricultrices et agriculteurs familiaux.

Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH)

Parmi les droits en lien avec la production agricole familiale, il convient de souligner ceux associés à la nourriture, la santé et la sécurité sociale.

La Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH) a été adoptée en 1948. Dans la DUDH, les États membres des Nations Unies ont proclamé les droits civils et politiques (DCP) ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels (DESC). Au nombre de ceux particulièrement importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux, citons les droits à l'alimentation, à la santé et à la sécurité sociale consacrés par les articles 21 et 25 de la DUDH.

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC)

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), adopté en 1966, compte plus de 170 États parties. Le PIDESC protège les droits à la sécurité sociale (article 9), à l'alimentation (article 11) et à

la santé (article 12), entre autres DESC. Le droit à l'alimentation dans le PIDESC se compose du droit à une alimentation adéquate (article 11.1) et du droit fondamental d'être à l'abri de la faim (article 11.2). Il a été interprété par le Comité DESC des Nations Unies, chargé de superviser le PIDESC, comme le droit à une alimentation disponible, adéquate et accessible à tous. Les obligations corrélatives comprennent la nécessité pour les États de prendre des mesures pour protéger les personnes les plus vulnérables, y compris les agricultrices et agriculteurs familiaux, et de leur donner accès aux ressources naturelles dont ils ont besoin pour se nourrir et nourrir leur famille dans la dignité.

Le Pacte énonce l'obligation des états à protéger les populations vulnérables, en leur donnant accès aux ressources nécessaires pour une alimentation décente.

Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP)

Adopté en 1966, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) compte plus de 170 États parties. Le PIDCP reconnaît des droits importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux, comme le droit à la vie et à la sécurité physique (articles 6 et 7), la liberté de circulation (article 12), l'accès à la justice (article 14), le droit à la vie privée, à la famille et au domicile (article 17), les libertés d'expression, de réunion et d'association (articles 19, 21 et 22), le droit des minorités à leur

propre culture (article 27) et le droit à la non-discrimination (article 26). Le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies, chargé du suivi du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, a récemment interprété certains de ces droits pour protéger les droits à l'alimentation et à la terre des agriculteurs familiaux.

Le Comité des Nations-Unies a interprété le Pacte afin de protéger le droit à l'alimentation et aux terres pour les personnes engagées au sein de l'agriculture familiale.

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CEDR)

La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CEDR) a été adoptée en 1965. Elle compte plus de 180 États parties, qui se sont engagés à interdire et à éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes et à garantir le droit de toute personne à l'égalité devant la loi, sans distinction de race, de couleur ni d'origine ethnique ou nationale, en particulier dans la jouissance des DESC (article 5). Les droits intéressant spécialement les agriculteurs familiaux et explicitement mentionnés à l'article 5 de la CEDR comprennent le droit à une rémunération équitable et satisfaisante, le droit à la sécurité sociale et aux services sociaux et le droit de toute personne, seule ou en association, à la propriété.

Les états parties doivent lutter contre la discrimination des personnes et des groupes vulnérables sur le plan de l'accès aux aliments et aux terres, y compris les agriculteurs familiaux.

Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, chargé du suivi de la CEDR, a précisé que, sur la base de l'article 5 de la CEDR, les États parties doivent lutter contre la discrimination dans l'accès des personnes et des groupes vulnérables, incluant les agricultrices et agriculteurs familiaux, à la nourriture et à la terre.

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), adoptée en 1979, compte 189 États parties. Son article 14 est fondamental pour les agricultrices familiales.



Mexique, Amérique du
Nord et Centrale
Alain Soloro

En effet, l'article 14 de la CEDEF prévoit que les États parties sont tenus de tenir compte des problèmes particuliers affectant les femmes rurales et du rôle important que ces dernières jouent dans la survie économique de leur famille, notamment par leur travail dans les secteurs non monétisés de l'économie, et d'éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans les zones rurales. L'article prévoit que les États parties assurent l'égalité des droits des femmes rurales en ce qui concerne la participation à la planification du développement, l'accès à des services de santé adéquats, à la sécurité sociale, à la formation et à l'éducation, à l'organisation de groupes d'entraide et de coopératives, au crédit et aux prêts agricoles, aux moyens de commercialisation et aux technologies appropriées, à l'égalité de traitement en matière de réforme foncière et agraire ainsi qu'aux programmes de réinstallation des terres, et à des conditions de vie convenables, notamment en ce qui concerne le logement, l'assainissement, l'approvisionnement en électricité et en eau, les transports et les communications.

Le rôle des femmes rurales est fondamental pour parvenir à la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté, la malnutrition et la faim, ainsi que pour la promotion du développement rural.

Le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDEF), chargé du suivi de la CEDEF, souligne que « les femmes rurales jouent un rôle essentiel dans la

réalisation de la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, de la malnutrition et de la faim, et dans la promotion du développement rural ». Il prévoit que les États parties à la CEDEF doivent garantir les droits des femmes rurales à l'alimentation, à la nutrition et aux semences, ainsi que leurs droits à gérer et à contrôler les ressources naturelles, dans le cadre de la souveraineté alimentaire et conformément à leur droit à l'égalité dans le mariage et les relations familiales.

Convention sur les droits de l'enfant (CDE)

La Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) a été adoptée en 1989 et compte 196 États parties. La CDE accorde une place centrale à la protection du droit à l'alimentation des enfants, justifiée par la prévalence de la malnutrition comme première cause de mortalité infantile dans le monde.

L'article 27 de la Convention énonce que les états parties doivent prendre des mesures adaptées et fournir, si nécessaire, une assistance matérielle et des programmes de soutien, notamment en ce qui concerne la nourriture.

La CDE repose sur le principe selon lequel les États ne sont pas les seuls garants de la réalisation des droits reconnus. C'est au(x) parent(s) ou aux autres personnes ayant la charge de l'enfant qu'incombe la responsabilité première d'assurer,

dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant. Pour leur faciliter la tâche, l'article 27 de la CDE prévoit que les États parties doivent adopter les mesures appropriées et proposer, si nécessaire, une assistance matérielle et des programmes de soutien, notamment en matière d'alimentation.

La CDE vise également à lutter contre le travail des enfants qui, à hauteur de 71 % - soit 108 millions d'enfants - sont employés dans l'agriculture. L'article 32 de la CDE reconnaît le droit de l'enfant à être protégé contre l'exploitation économique et à n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement.

États-Unis, Nord et
Centre
Jennifer Rowe



Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)

La déclaration comporte des droits fondamentaux pour les peuples autochtones et agriculteurs familiaux.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) a été adoptée en 2007, après 25 ans de mobilisation des organisations de peuples autochtones et de leurs partisans, et 11 ans de négociations au Conseil des droits de l'Homme et à l'Assemblée générale des Nations Unies.

La DNUDPA consacre plusieurs droits importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux autochtones, tels que les droits des peuples autochtones à leurs terres, territoires et ressources (articles 10, 25 à 32), leur droit au développement (article 23), leur droit à la conservation et à la protection de l'environnement (article 29), leur droit de maintenir, contrôler, protéger et développer leur patrimoine culturel, leurs connaissances traditionnelles et leurs expressions culturelles traditionnelles, ainsi que les manifestations de leurs sciences, technologies et cultures, y compris les ressources humaines et génétiques, les semences, les médicaments et la connaissance des propriétés de la faune et de la flore (article 31) et leur droit d'accès à la justice (article 40). L'article 17.2 de la DNUDPA protège

également les enfants autochtones contre le travail des enfants et l'article 39 prévoit que les peuples autochtones ont le droit d'avoir accès à l'aide financière et technique des États et de la coopération internationale pour la jouissance de leurs droits.

Colombie, Amérique
du Sud
Hernan Vanegas



Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP)

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) a été adoptée en 2018, après près de 20 ans de mobilisation de La Via Campesina et de ses alliés, et 6 ans de négociation au Conseil des droits de l'Homme et à l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'UNDROP exprime une grande préoccupation vis-à-vis de la discrimination structurelle à laquelle sont confrontés les paysans et les autres personnes

travaillant dans les zones rurales, y compris les agricultrices et agriculteurs familiaux qui souffrent de manière disproportionnée, entre autres, de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition, des expulsions et déplacements forcés et de la criminalisation (Préambule et art. 3.3), et la déclaration identifie et reconnaît une série de droits pour surmonter cette situation.

L'article 1 de l'UNDROP définit le paysan comme toute personne qui se livre ou cherche à se livrer, seule ou en association ou en tant que communauté, à une production agricole à petite échelle à des fins de subsistance et/

La déclaration comprend une série de droits importants afin de surmonter la situation de discrimination structurelle qui affecte les paysans et d'autres travailleurs des zones rurales.

ou pour le marché, et qui dépend de manière significative, mais pas nécessairement exclusive, du travail familial ou domestique et d'autres modes non monétisés d'organisation du travail, et qui a une dépendance et un attachement particuliers à la terre. Il prévoit également que le programme s'applique à toute personne se livrant à l'agriculture artisanale ou à petite échelle, à la culture, à l'élevage, au pastoralisme, à la pêche, à la sylviculture, à la chasse ou à la cueillette, et à l'artisanat lié à l'agriculture ou à une profession connexe dans une zone rurale, ainsi qu'aux membres des familles à charge des paysans, des peuples autochtones et des communautés

locales travaillant la terre, aux communautés transhumantes, nomades et semi-nomades, ainsi qu'aux personnes sans-terre se consacrant aux activités susmentionnées. Et elle ajoute qu'elle s'applique également aux travailleurs salariés, y compris à tous les travailleurs migrants, quel que soit leur statut migratoire, et aux travailleurs saisonniers, dans les plantations, les exploitations agricoles, les forêts et les exploitations aquacoles et dans les entreprises agro-industrielles.



Inde, Asie, Pacifique et
Océanie
Binay Rungta

Pour les agricultrices et agriculteurs familiaux, les droits les plus importants inscrits dans l'UNDROP sont les droits à la terre et aux autres ressources naturelles (articles 5 et 17), à la liberté de pensée, de conscience, de religion, d'opinion, d'expression et de réunion pacifique (art. 8), à la création et à l'adhésion à des organisations pour défendre leurs droits (art. 9), à la participation et à l'information (art. 10 et 11), à l'accès à la justice (art. 12), à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire (art. 15), à un niveau de vie suffisant, y compris le droit de vendre des produits à des prix garantissant

un revenu et des moyens d'existence décents (art. 16), aux semences et à la diversité biologique (art. 19, 20), à l'eau, y compris pour l'irrigation, et à l'assainissement (art. 21), à la sécurité sociale (art. 22), à la santé (art. 23), à un environnement sûr, propre et sain (art. 18), au logement (art. 24), à l'éducation et à la formation (art. 25), ainsi qu'aux droits culturels (art. 26).

L'article 4 de l'UNDROP prévoit que les États adoptent toutes les mesures utiles à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des paysannes et des autres femmes travaillant dans les zones rurales, y compris les agricultrices familiales, pour favoriser leur autonomisation et pour leur permettre de jouir sans discrimination de tous les droits humains et de toutes les libertés fondamentales énoncés dans l'UNDROP. Mentionnons également que les articles 13.2 et 13.6 de l'UNDROP visent à éviter le travail des enfants dans l'agriculture.

Instruments africains des droits humains

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples reconnaît des droits fondamentaux pour les agriculteurs, notamment le droit à la santé et un environnement global et satisfaisant pour la promotion du développement.

Sur le continent africain, les droits humains sont reconnus par trois instruments : la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), la Charte africaine des droits et du bien-

être de l'enfant et le Protocole à la CADHP relatif aux droits des femmes.

La CADHP ne reconnaît pas explicitement le droit à l'alimentation, mais elle reconnaît de nombreux autres droits qui sont importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux, notamment le droit à la santé et à un environnement satisfaisant et global qui favorise le développement. Elle accorde également le droit de tous les peuples au libre usage de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant exige aux États d'assurer la fourniture d'une alimentation adéquate et d'eau potable, et lutter contre la maladie et la malnutrition dans le cadre des soins de santé primaires (article 14). Le Protocole à la CADHP relatif aux droits des femmes garantit le droit des femmes à l'alimentation et leur accès aux ressources productives et aux moyens nécessaires à la réalisation de ce droit. Le Protocole consacre également le droit à la santé, qui inclut le droit des femmes aux services nutritionnels pendant la grossesse et l'allaitement, ainsi que les droits économiques et le droit à la protection sociale.



Burkina Faso, Afrique
Nabaloum Gaoussou

Instruments interaméricains des droits humains

Le droit à l'alimentation, énoncé dans l'article XI de la Déclaration, protège les droits des populations à la santé et au bien-être.

Sur le continent américain, trois instruments relatifs aux droits humains s'appliquent également : la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'Homme, la Convention américaine relative aux droits de l'Homme (CADH) et le Protocole additionnel à la CADH dans le domaine des DESC (Protocole de San Salvador). Le droit à l'alimentation est énoncé à l'article XI de la Déclaration, qui consacre le droit de tous les peuples à la santé et au bien-être. La CADH ne cite pas le droit à l'alimentation mais elle aborde d'autres droits importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux, notamment le droit à la vie, le droit à la dignité et le droit à la propriété privée, dont la jouissance peut être subordonnée par la loi à l'intérêt social. La CADH reconnaît également le droit de tout enfant à bénéficier de mesures de protection de la part des familles, de la société et de l'État.

Le Protocole de San Salvador reconnaît explicitement le droit à l'alimentation. Son article 12 accorde que toute personne a droit à une alimentation adéquate qui garantit la possibilité de jouir du meilleur niveau de développement physique, émotionnel et intellectuel. Les articles 15 et 17 offrent une protection supplémentaire au

droit à l'alimentation des enfants et des personnes âgées.

Instruments européens des droits humains

La Convention intègre le droit à une rémunération juste et à la sécurité sociale, la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale et une protection spéciale pour les familles, les enfants et les personnes âgées.

En Europe, la Convention européenne des droits de l'Homme se consacre aux droits civils et politiques, dont certains sont importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux. L'autre instrument clé en matière de droits humains - la Charte sociale européenne - comprend un certain nombre de droits importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux, tels que les droits à une rémunération équitable et à la sécurité sociale. La charte prévoit également le droit à la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Enfin, elle établit des protections spéciales pour les familles, les enfants et les adolescents, et les personnes âgées.



Guatemala, Amérique du
Nord et Centrale
Luis Estuardo Aguilar
Figueroa

La convention sur la diversité biologique et ses protocoles

*Le CBD protège des
éléments importants
du **droit aux semences**
des communautés
autochtones et locales, y
compris les agriculteurs
familiaux.*

Approuvé en 1992 • 196 États parties

La Convention sur la diversité biologique (CDB) a été adoptée en 1992. Aujourd'hui, elle jouit d'une reconnaissance quasi universelle, avec 196 États parties. La CDB garantit des éléments importants du droit aux semences des communautés autochtones et locales, y compris des agricultrices et agriculteurs familiaux, par des dispositions visant à assurer la protection des connaissances et des pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment par un accès approprié à ces ressources.

L'accord inclut des clauses visant à garantir la protection des connaissances et pratiques traditionnelles des populations autochtones et des communautés.

Les deux protocoles attachés à la CDB sont également importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux. Dans le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, adopté en l'an 2000 et auquel adhèrent plus de 170 États, les États ont convenu de prendre des mesures pour protéger la diversité biologique et les communautés autochtones et locales des risques potentiels représentés par les organismes génétiquement modifiés (OGM). Dans le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, adopté en 2010 et ratifié par plus de 110 États, les États ont défini plus précisément les obligations de

partage des avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et de la recherche et du développement sur les ressources génétiques détenues par les communautés autochtones et locales (article 5). Ils se sont également engagés, « dans la mesure du possible, à ne pas restreindre l'utilisation et l'échange coutumiers des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées au sein des communautés autochtones et locales et entre elles » (article 12.4).



Instruments FAO

*Le traité sur les plantes énonce
un système multilatéral afin de
faciliter l'accès aux semences
et au matériel de plantation et
partager leurs bienfaits de façon
juste et équitable.*

*Les états doivent respecter
et protéger les droits des
personnes en ce qui concerne
les ressources telles que
les terres, l'eau, les forêts,
la pêche et le bétail sans
aucune discrimination.*

*Les états doivent s'assurer
que les pêcheurs à petite
échelle, les travailleurs
du secteur de la pêche
et leurs communautés
aient des droits fonciers
équitable, socialement et
culturellement adaptés.*

Il convient de citer ici quelques instruments de la FAO importants pour les agricultrices et agriculteurs familiaux. Dans ce guide, nous nous limiterons à citer le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (Traité sur les plantes), les Directives sur le droit à l'alimentation et les Directives sur la pêche à petite échelle.

Traité sur les plantes

Le traité sur les plantes énonce un système multilatéral afin de faciliter l'accès aux semences et au matériel de plantation et partager leurs bienfaits de façon juste et équitable.

Le traité international le plus important pour la protection du droit des agriculteurs familiaux aux semences est le Traité sur les plantes, adopté au consensus par la FAO en 2001. Il compte aujourd'hui plus de 140 États parties. Le traité sur les végétaux établit un système multilatéral visant à faciliter l'accès aux semences et au matériel végétal et à garantir un partage de leurs avantages de manière juste et équitable. Il complète la CDB et ses dispositions qui protègent les droits des agriculteurs, en attirant l'attention sur les innovations non rémunérées des agriculteurs qui sont à la base de toute sélection végétale moderne et ont été décrites comme vitales pour la préservation de l'agro-biodiversité.

Dans le préambule du Traité sur les plantes, les États affirment que « les droits reconnus dans le

présent Traité de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre des semences de ferme et d'autres matériels de multiplication, et de participer à la prise de décisions concernant l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi qu'au partage juste et équitable des avantages qui en découlent, sont fondamentaux pour la réalisation des droits des agriculteurs et pour la promotion des droits des agriculteurs aux niveaux national et international ».

Dans l'article 9 du Traité sur les végétaux, les États reconnaissent « l'énorme contribution que les communautés locales et autochtones et les agriculteurs de toutes les régions du monde, en particulier ceux des centres d'origine et de diversité des cultures, ont apportée et continueront d'apporter à la conservation et à la mise en valeur des ressources phytogénétiques qui constituent la base de la production alimentaire et agricole dans le monde entier ». Le même article demande aux parties contractantes de prendre des mesures pour protéger et promouvoir les droits des agriculteurs, par : “ (a) la protection des connaissances traditionnelles relatives aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, (b) le droit de participer équitablement au partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et (c) le droit de participer à la prise de décisions, au niveau national, sur les questions relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ».


Directives sur le droit à l'alimentation

Les Directives volontaires visant une mise en place progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Directives sur le droit à l'alimentation) ont été adoptées par le Conseil de la FAO en 2004. Ces directives constituent un outil pratique pour lutter contre la faim selon une approche fondée sur les droits. Volontaires par nature, elles sont fondées sur des instruments internationaux contraignants relatifs aux droits humains, incluant le droit à l'alimentation.


Les états doivent respecter et protéger les droits des personnes en ce qui concerne les ressources telles que les terres, l'eau, les forêts, la pêche et le bétail sans aucune discrimination.

Les Directives sur le droit à l'alimentation fournissent des orientations dans plusieurs domaines d'activité des États, notamment la démocratie, la bonne gouvernance, les droits humains et l'État de droit ; les politiques de développement économique ; les systèmes de marché ; l'accès aux ressources et aux biens ; la sécurité alimentaire et la protection des consommateurs ; la nutrition ; l'éducation et la sensibilisation ; les ressources financières nationales ; le soutien aux groupes vulnérables ; les filets de sécurité ; l'aide alimentaire internationale ; les catastrophes naturelles et d'origine humaine ; le rôle des institutions nationales des droits de l'Homme ; et la dimension internationale du droit à

l'alimentation.

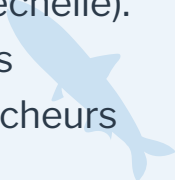


La directive 8 sur le droit à l'alimentation concernant l'accès aux ressources et aux biens est particulièrement importante pour les agricultrices et agriculteurs familiaux. Elle stipule que « les États doivent respecter et protéger les droits des individus en ce qui concerne les ressources telles que la terre, l'eau, les forêts, les pêches et le bétail, sans aucune discrimination ». Lorsque cela est nécessaire et approprié, les États doivent procéder à des réformes foncières et à d'autres réformes politiques compatibles avec leurs obligations en matière de droits humains et dans le respect de l'État de droit, afin de garantir un accès efficace et équitable à la terre et renforcer une croissance favorable aux pauvres. Une attention particulière peut être accordée à des groupes tels que les bergers et les populations autochtones et à leur rapport aux ressources naturelles. (...) Les États doivent également assurer aux femmes un accès sûr et égal aux ressources productives, y compris le crédit, la terre, l'eau et les technologies appropriées, ainsi que le contrôle de ces ressources et les avantages qui en découlent”.



Directives pour la pêche à petite échelle

Afin de promouvoir et de protéger les droits des pêcheurs et des travailleurs de la pêche à petite échelle, le Comité des pêches de la FAO a adopté en 2014 les Directives volontaires visant à garantir une pêche artisanale durable dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives sur la pêche à petite échelle). Ces directives reconnaissent que plusieurs « facteurs font qu'il est difficile pour les pêcheurs



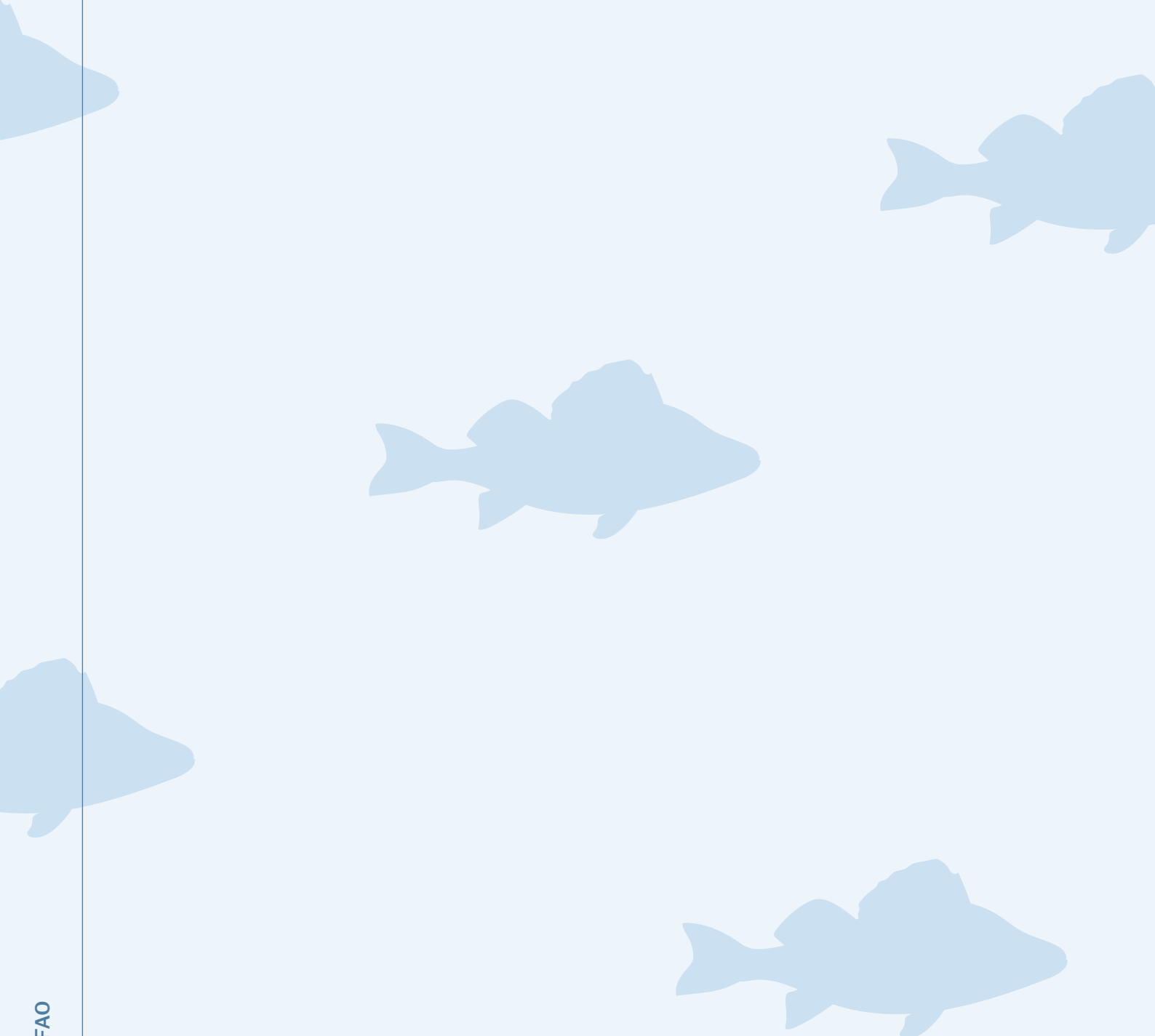
et les travailleurs de la pêche à petite échelle de faire entendre leur voix, de défendre leurs droits humains et leurs droits d'occupation et de garantir l'utilisation durable des ressources halieutiques dont ils dépendent » (préface) et que « les communautés de pêcheurs à petite échelle doivent avoir des droits fonciers sûrs sur les ressources qui constituent la base de leur bien-être social et

Les états doivent s'assurer que les pêcheurs à petite échelle, les travailleurs du secteur de la pêche et leurs communautés aient des droits fonciers équitables, socialement et culturellement adaptés.

culturel, de leurs moyens de subsistance et de leur développement durable » (directive 5.1).

Selon la directive 5 sur la pêche à petite échelle, les gouvernements doivent veiller à ce que les pêcheurs artisanaux, les travailleurs de la pêche et leurs communautés disposent de droits d'occupation sûrs, équitables et socialement et culturellement appropriés sur les ressources halieutiques (marines et continentales) et les zones de pêche artisanale et les terres adjacentes, en accordant une attention particulière aux droits fonciers des femmes. Ils doivent également, avant la mise en œuvre de projets de développement à grande échelle susceptibles d'avoir un impact sur les communautés de pêcheurs artisanaux, examiner les incidences sociales, économiques et environnementales au moyen d'études d'impact, et organiser des consultations efficaces et significatives avec ces communautés,

conformément à la législation nationale. Lorsqu'il existe des problèmes transfrontaliers ou d'autres problèmes similaires, par exemple des eaux et des ressources halieutiques partagées, les États doivent travailler ensemble pour veiller à ce que les droits fonciers reconnus aux communautés de pêcheurs artisanaux soient garantis.





Province du Hunan,
Chine
yue su · Unsplash

Instruments du comité de l'ONU sur la sécurité alimentaire mondiale

PROMOUVOIR DES
DROITS FONCIERS
FIABLES

UN ACCES
EQUITABLE AUX
TERRES, A LA
PECHE ET AUX
FORETS.

REDUIRE LA
PAUVRETE ET
REALISER LE DROIT
A L'ALIMENTATION.



Le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale a été créé en réponse à la crise alimentaire de 2008, dans le but de devenir la principale plateforme internationale et intergouvernementale de sécurité alimentaire. Le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale rassemble tous les États et permet la participation des agences des Nations Unies, des institutions financières internationales et régionales, des organisations de la société civile, du secteur privé et des institutions internationales de recherche agricole. Il inclut également un groupe d'experts de haut niveau.

Le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale a adopté un certain nombre d'instruments internationaux au cours de la dernière décennie, notamment les Principes pour l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires en 2014, et les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition en 2021. Dans les années à venir, le comité pourrait émettre des orientations supplémentaires sur d'autres questions importantes pour les agricultrices et agriculteurs familiaux, notamment sur les approches agroécologiques et autres approches innovantes, sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, ainsi que sur l'engagement et l'emploi des jeunes dans les systèmes agricoles et alimentaires. Dans cette dernière partie du guide, nous aborderons les Directives sur la gouvernance foncière adoptées en 2012.

Directives sur la gouvernance foncière

En 2012, le Comité des Nations Unies pour la

sécurité alimentaire mondiale a adopté les Directives volontaires sur la gouvernance foncière applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Directives sur la gouvernance foncière). L'objectif principal de ces directives est de promouvoir la sécurité des droits fonciers et l'accès équitable aux terres, aux pêches et aux forêts afin de réduire la pauvreté et de assurer le droit à l'alimentation. Deux éléments centraux de ces directives sont la nécessité d'identifier, d'enregistrer et de respecter les droits fonciers légitimes, qu'ils soient officiellement enregistrés ou non, et de protéger les détenteurs de droits fonciers contre les expulsions forcées (directive 3.1). Une protection spéciale doit être accordée aux petits exploitants et aux peuples autochtones et autres communautés jouissant de régimes fonciers coutumiers (directive 7.3). Ces directives prévoient également que les terres, les pêches et les forêts publiques qui sont utilisées et gérées collectivement (telles que les terres communales et les « communs »), aussi que les ressources elles-mêmes et leurs systèmes connexes d'utilisation et de gestion collectives, doivent être reconnues et protégées (directive 8.3).


Le principal objectif de ces directives est de promouvoir des droits fonciers sûrs et un accès équitable aux terres, à la pêche et aux forêts afin de réduire la pauvreté et réaliser le droit à l'alimentation.

En ce qui concerne les investissements dans l'agriculture, les Directives sur la gouvernance foncière recommandent aux gouvernements de prendre des mesures pour protéger les droits fonciers légitimes, les droits humains, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et l'environnement (directive 12.6). Les Directives affirment que les réformes redistributives peuvent faciliter un accès large et équitable à la terre et un développement rural inclusif (directive 15.1), et que les États doivent coopérer pour résoudre les problèmes transfrontaliers, notamment en protégeant les parcours, les routes de migration pastorale saisonnière et les zones de pêche des petits pêcheurs lorsqu'elles se trouvent au-delà des frontières internationales (directives 22.1 et 22.2).



Conclusion






À partir de 1948, plusieurs instruments internationaux et régionaux ont été adoptés pour promouvoir le développement durable, protéger les droits humains, la diversité biologique, la sécurité alimentaire et la pêche à petite échelle et améliorer la gouvernance foncière des terres, des pêches et des forêts.

Nous avons décrit ces instruments dans le cadre de ce guide, en espérant qu'ils constituent une base de protection et de promotion intéressante des intérêts et des droits des agriculteurs familiaux et des paysans. Car ce sont les premiers fournisseurs de nourriture dans le monde et les gardiens de l'agrobiodiversité mais également les premiers à souffrir de la faim et de l'insécurité alimentaire.

Ces instruments reconnaissent et protègent, sous différents angles, les agricultrices et agriculteurs familiaux et leur rôle vital dans la résolution de certains des principaux défis mondiaux actuels avec, notamment, les systèmes alimentaires durables et résilients, le développement rural, le changement climatique et l'autonomisation des femmes. Ces instruments sont interconnectés et doivent être mis en œuvre de manière à se renforcer mutuellement.



Annexe : liste des instruments internationaux et régionaux visant à protéger les intérêts et les droits des agricultrices et agriculteurs familiaux

Informations sur le forum rural mondial et l'académie de genève

1. [Forum Rural Mondial](#)
2. [Projet de l'Académie de Genève sur les droits des paysans](#)
3. [Projet de l'Académie de Genève sur les droits économiques, sociaux et culturels et les objectifs de développement durable](#)

Annexe · Liste des instruments internationaux et régionaux de protection des intérêts et des droits des agriculteurs familiaux (par ordre chronologique)

1. [Déclaration universelle des droits de l'Homme, 1948](#)
2. [Déclaration américaine des droits et devoirs de l'Homme, 1948](#)
3. [Convention européenne des droits de l'Homme, 1950](#)
4. [Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 1965](#)
5. [Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 1966](#)
6. [Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 1966](#)
7. [Convention américaine relative aux droits de l'Homme, 1969](#)
8. [Convention sur l'élimination de toutes les](#)

formes de discrimination à l'égard des femmes, 1979

9. Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, 1981
10. Protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'Homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels (Protocole de San Salvador), 1988
11. Convention sur les droits de l'enfant, 1989
12. Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, 1990
13. Convention sur la diversité biologique, 1992
14. Charte sociale européenne, 1996
15. Transformer notre monde : le programme 2030 pour le développement durable, 2000
16. Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, 2001
17. Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, 2003
18. Directives volontaires de la FAO à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, 2004
19. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, 2007
20. Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation à la Convention sur la diversité biologique, 2010

21. [Directives volontaires sur la gouvernance foncière des terres, pêches et forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, 2012](#)
22. [Directives volontaires pour garantir une pêche durable à petite échelle dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté, 2014](#)
23. [Principes pour l'investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires, 2014](#)
24. [Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, 2018](#)
25. [Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028](#)
26. [Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, 2021](#)